



## THE PARLIAMENTARY NETWORK

On The World Bank & International Monetary Fund

### *Séries Parlementaires et Développement*

## Les défis des bailleurs en contextes conflictuels

### **Environnements conflictuels**

Les pays en conflit se présentent comme des contextes périlleux pour les activités des bailleurs de fonds. Les besoins des pays affectés par les conflits s'imbriquent dans une série de complexités, requérant à la fois des réponses et des résultats rapides, mais également des solutions durables qui se consolident dans le temps. Les contextes conflictuels se trouvent ainsi enlisés dans les temporalités contradictoires de leurs besoins, puisque les ambitions qu'ils impliquent à court et long terme se retrouvent rarement, menant à la difficulté de contourner la perpétuation cyclique de la violence. Ainsi, les bailleurs identifient souvent les avancées de développement comme la solution durable aux situations conflictuelles, puisque c'est en améliorant les conditions socio-économiques et la gouvernance qu'une pacification à long terme devient envisageable.

L'urgence qui affecte les pays déchirés par les conflits se traduit sur tous les plans, et non pas seulement dans le domaine économique. Ainsi, les efforts de développement doivent répondre à un éventail de problèmes plus amples, prenant en compte des enjeux sécuritaires mais également politiques. Ces enjeux politiques ne concernent pas seulement des considérations d'ordre institutionnels, mais requièrent d'écouter les frustrations idéologiques, sociales, religieuses ou ethniques qui se trouvent au cœur des conflits, afin qu'une reconstruction institutionnelle puisse se consolider dans un contexte politiquement durable. Par conséquent, le défi au sens large que les conflits posent aux bailleurs de fonds est celui d'assurer que la neutralité avec laquelle ils abordent les questions de développement et de sécurité ne réduise pas les capacités pour une résolution politique des conflits sur le plan domestique, et ne néglige pas la portée politique inhérente à ces situations.

### **Les défis des bailleurs de fonds**

De manière plus spécifique, les bailleurs de fonds internationaux se voient confrontés à de multiples défis lorsque leurs actions de développement prennent place dans le cadre de stratégies sécuritaires pour des zones de conflits. Ils doivent se centrer sur l'idée de reconstruire la confiance au sein des sociétés affectées par les conflits, c'est-à-dire, viser l'attitude des populations vis-à-vis de leurs institutions nationales, leurs systèmes politiques et l'économie, ainsi qu'un sentiment général de sécurité permettant de dépasser l'état de peur existentielle qu'engendrent la violence et la guerre. Construire la confiance est le moyen de surpasser la nature explosive des sociétés en conflit, et de

dépasser le « piège des conflits » dans lequel la violence est continuellement instiguée par le manque de développement, et à son tour entrave la capacité d'un pays à se hisser hors de la pauvreté. Dans ce sens, les acteurs internationaux se voient confrontés à une multiplicité d'éléments difficiles à distinguer comme causes et effets de la violence, puisqu'ils convergent tous dans une dynamique négative commune.

Les bailleurs se voient ainsi confrontés à la tâche d'élaborer des programmes d'aides appropriés et précis dans des contextes eux-mêmes difficiles à définir. Dans ces situations, les objectifs de développement à court et long termes s'opposent plus qu'ils ne se rejoignent. Par exemple, les soulèvements actuels au Moyen Orient pourrait encourager la promotion de politiques fiscales visant à générer des ressources économiques urgentes, guidées par l'analyse que le manque de ressources économiques est à la source de cette instabilité; cependant, cela n'est peut être pas la meilleure option sur le long terme. Le séquençement des réformes est donc un élément indispensable de la stratégie des bailleurs, étant donné que cela permet de stabiliser les situations de crises, permettant la mise en place de stratégies orientées, à leur tour, vers le long terme. De plus, ces réformes requièrent de l'information précise sur le contexte qu'elles visent afin d'être bien adaptées et de réunir le soutien des parties prenantes nationales.

En effet, le caractère durable de la pacification et du développement sur le long terme s'inscrit dans le renforcement des capacités locales et la détention du pouvoir à ce niveau là. Cet objectif se reflète dans les programmes des bailleurs élaborés de manière à ne pas créer de dépendance. Cependant, le vide de pouvoir qui caractérise les états fragiles en conflits implique que les programmes d'assistance visant à répondre à l'écroulement des institutions de gouvernance et de prestation de services ont tendance à se convertir en systèmes de substitution. Cela contredit les intentions d'établir une durabilité locale, qui requiert de permettre aux nationaux de mener leurs pays vers la paix et le développement. Le développement des capacités locales et nationales nécessite l'identification d'homologues appropriés, ce qui représente un véritable défi dans des états en conflit où les institutions sont fragiles ou détruites. De plus, une détention saine du pouvoir au niveau national nécessite que la corruption soit gérée afin d'assurer une légitimité institutionnelle et des mécanismes de bonne gouvernance qui puissent s'opposer aux violences et à l'instabilité perpétuelle, et ainsi rompre le cycle des conflits.

Enfin, l'urgence inhérente aux conflits incite de nombreux acteurs de développement à s'impliquer, laissant les bailleurs face au besoin d'assurer la coordination de programmes disparates, afin que les efforts de la communauté internationale soient cohérents et les résultats s'en suivent. Le défi de la coordination qui incombe aux bailleurs implique également le besoin de gérer leur double responsabilité, en rendant compatibles les attentes des citoyens des pays contributeurs, ainsi que celles des populations et états bénéficiaires.

### **Un rôle pour les parlementaires**

Les défis des bailleurs incitent à la participation des parlementaires comme sources de connaissances locales et d'information, de conseil, et de médiation. En effet, les parlementaires sont à même de fournir aux donateurs de l'information de qualité, leur permettant de déterminer le degré et l'intensité des destructions et comparer les situations pré et post conflit, dans le but, d'une part, d'évaluer les besoins de manière plus efficace, et de l'autre, de mieux définir les priorités de leurs programmes. Ils peuvent également améliorer la qualité des programmes des bailleurs en partageant

des 'best practices' avec leurs homologues d'autres pays et avec les Institutions Financières Internationales.

Les parlementaires sont également en contact avec différents acteurs politiques aux niveaux national et régional. Leur capacité à influencer différentes parties prenantes rendent leur rôle particulièrement important dans un contexte où il s'agit de rapprocher des intérêts opposés et promouvoir un environnement participatif où différentes fractions peuvent prendre part à un dialogue national et reconstruire leur pays. Ainsi, les parlementaires peuvent jouer un rôle déterminant dans la quête des bailleurs de rendre les institutions inclusives.

De plus, les conseils des parlementaires peuvent être cruciaux pour assurer que les programmes des bailleurs visent les bons groupes de populations et zones géographiques. En consultant des parlementaires, les bailleurs peuvent s'informer sur des communautés vulnérables et isolées, rarement touchées par l'aide, et ainsi réadapter leurs stratégies afin de les atteindre, rendant cette aide plus juste et mieux ciblées. De même, les parlementaires peuvent faire part des critiques et observations de leurs électeurs au sujet de l'impact de programmes spécifiques, pouvant servir de feedback pour les bailleurs afin d'améliorer l'élaboration de projets à venir.

Aussi, les parlementaires présentent une solution au problème des bailleurs vis-à-vis de l'identification d'homologues de confiance dans les pays où ils opèrent. Par exemple, le Fonds Monétaire International a annulé un prêt de 4.8 milliards de dollars à l'Égypte en raison de préoccupations liées à l'illégitimité du gouvernement intérim suite à l'expulsion du Président élu Mohamed Morsi. Cependant, le Parlement Égyptien pourrait servir d'institution alternative à travers laquelle les bailleurs pourraient transférer les fonds internationaux, afin d'éviter ce blocage, et de participer à la réalisation d'une transition positive.

Enfin, les réseaux parlementaires présentent une solution aux problèmes d'ordre transnationaux, notamment celui du manque d'aide visant l'action régionale, plutôt que par pays, puisqu'ils sont une base pour dessiner des programmes d'assistance régionaux ou globaux. Les réseaux parlementaires fournissent également une plateforme pour répondre aux contradictions entre les aspirations des parties bénéficiaires et donatrices, à travers des dialogues prenant en compte les points de vue des populations affectées d'un côté comme de l'autre, aidant ainsi à réduire le déficit démocratique dont souffrent les Institutions Financières Internationales.

### **Le cas du Yémen**

Les pays affectés par les conflits nécessitent que les bailleurs reconnaissent la nature politique des problèmes qui s'y forment. Beaucoup d'aide internationale est élaborée sous forme technique, visant à consolider les bases institutionnelle, administrative, financière et sociale sur lesquelles la paix politique peut, par la suite, prendre forme. Cependant, l'importance d'inclure une dimension politique à l'assistance des bailleurs peut se concrétiser à travers le soutien aux efforts de dialogue national, dans lesquels les parlementaires détiennent une place importante.

Au Yémen, le parlement a formé un Gouvernement de Réconciliation Nationale en décembre 2011, afin d'assurer qu'un dialogue national prenne forme, dans le but de résoudre les différents politiques à travers la consultation, et de mettre en place une forme de pouvoir institutionnalisée durant la

période de transition en vue des élections. Ce cas illustre la manière dont les parlementaires peuvent agir en force réconciliatrice et instigatrice de changement.

Le succès du système d'aide en place au Yémen est compromis par la faible capacité d'absorption des institutions gouvernementales, dont la faiblesse, les divisions et le manque de légitimité limitent la capacité à utiliser de manière efficace les financements des bailleurs. Cependant, la manière dont les acteurs internationaux contournent cet état yéménite dysfonctionnel dans leur transfert d'assistance, plutôt que d'encourager des réformes et la formation d'un état plus légitime, consolide, sans le vouloir, un statu quo. L'effort de réconciliation initié par le Parlement peut ainsi dynamiser le débat politique, et agrémenter les avancées techniques issues de l'assistance des bailleurs avec un changement politique mené par les capacités d'un pouvoir local.

**Le Réseau Parlementaire sur la Banque Mondiale  
et le Fonds Monétaire International**

66, Avenue d'Iéna 75116 Paris, France

+33 (0)1 40 69 30 55 / [secretariat@pnowb.org](mailto:secretariat@pnowb.org)

Visitez notre site web sur: <http://www.pnowb.org>